

GE_GERICHTE ATAS/915/2008 vom 14. Dezember 2006

GE Cour de justice, 2006-12-14, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ATAS_915_2008

FR: GE_GERICHTE ATAS/915/2008 du 14 décembre 2006

IT: GE_GERICHTE ATAS/915/2008 del 14 dicembre 2006

Erwägungen

E. 1

L'art. 25a de la loi fédérale sur le libre passage dans la prévoyance professionnelle, vieillesse, survivants et invalidité du 17 décembre 1993 (LFLP), entré en vigueur le 1er janvier 2000, règle la procédure en cas de divorce. Lorsque les conjoints ne sont pas d'accord sur la prestation de sortie à partager (art. 122 et 123 Code Civil - CC), le juge du lieu du divorce compétent au sens de l'art. 73 al. 1 de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle du 25 juin 1982 (LPP), soit à Genève le Tribunal cantonal des assurances sociales depuis le 1er août 2003, doit, après que l'affaire lui a été transmise (art. 142 CC), exécuter d'office le partage sur la base de la clé de répartition déterminée par le juge du divorce.

E. 2

Selon l'art. 22 LFLP (nouvelle teneur en vigueur depuis le 1er janvier 2000), en cas de divorce, les prestations de sortie acquises durant le mariage sont partagées conformément aux art. 122, 123, 141 et 142 CC; les art. 3 à 5 LFLP s'appliquent par analogie au montant à transférer (al. 1). Pour chaque conjoint, la prestation de sortie à partager correspond à la différence entre la prestation de sortie, augmentée des avoirs de libre passage existant éventuellement au moment du divorce, et la prestation de sortie, augmentée des avoirs de libre passage existant éventuellement au moment de la conclusion du mariage (cf. art. 24 LFLP). Pour ce calcul, on ajoute à la prestation de sortie et à l'avoir de libre passage existant au moment de la conclusion du mariage les intérêts dus au moment du divorce (ATF 128 V 230; ATF 129 V 444).

E. 3

En l'espèce, le juge du divorce a ordonné le partage par moitié des prestations de sortie acquises durant le mariage par les demandeurs. Les dates pertinentes sont, d'une part, celle du mariage, le 6 décembre 1991, d'autre part le 2 février 2008, date à laquelle le jugement de divorce est devenu exécutoire selon la Cour de justice.

E. 4

Selon les documents produits et comme mentionné ci-dessus, la prestation acquise pendant le mariage par le demandeur est de 32 164 fr. 45 fr. tandis que celle acquise par la demanderesse est de 1910,95 fr. , les intérêts ayant déjà été calculés par les institutions de prévoyance défenderesses. Ainsi le demandeur doit à son ex-épouse le montant de 16 082 fr. 25 (32 164 fr. 45 : 2) et celle-ci doit à celui-là le montant de 955,50 fr. (1910,95 fr.: 2), de sorte que c'est le demandeur qui doit à la demanderesse le montant de 15 126,75 fr.. À noter que, tant pour le demandeur que

A/512/2008 4/5 pour la demanderesse, les décomptes produits par la FONDATION INSTITUTION SUPPLEMENTIVE LPP tiennent compte de 55 fr. de frais de clôture, que la fondation déduit de l'avoir à disposition. Une telle manière de faire est erronée puisqu'à ce jour les comptes n'ont pas été clôturés. C'est la raison pour laquelle le Tribunal ajoute, dans un tel cas, systématiquement les 55 fr. de frais de clôture déduits à tort. De là provient la différence de calcul relevée par le mandataire du demandeur.

E. 5

Conformément à la jurisprudence, depuis le jour déterminant pour le partage jusqu'au moment du transfert de la prestation de sortie ou de la demeure, le conjoint divorcé bénéficiaire de cette prestation a droit à des intérêts compensatoires sur le montant de celle-ci. Ces intérêts sont calculés au taux minimum légal selon l'art. 12 OPP 2 ou selon le taux réglementaire, si celui-ci est supérieur (ATF 129 V 255 consid. 3).

E. 6

Aucun émolument ne sera perçu, la procédure étant gratuite (art. 73 al. 2 LPP et 89H al. 1 de la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985). ***

A/512/2008 5/5

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.